



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

---

# VILLE DE VINCENNES

---

DÉPARTEMENT  
DU VAL-DE-MARNE

---

Arrêté réglementant l'occupation  
du domaine public

---

**OBJET : Permis de stationnement - terrasse  
ouverte éphémère - place Carnot en vis-à-vis du  
46, avenue du Général-de-Gaulle - fpg**

**Madame le Maire de Vincennes, Conseillère régionale d'Île-de-France,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2213-6

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques ;

**VU** le Code pénal ;

**VU** le Code de procédure pénale et notamment l'article R610-5 ;

**VU** le Code de la voirie routière et notamment l'article L 113-2 ;

**VU** le règlement d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine approuvé  
le 25 septembre 2013 ;

**VU** la Charte de la Vie Nocturne Vincennoise publiée en mai 2024 rappelant aux  
exploitants des commerces les règles applicables à leur établissement dans le cadre de leur  
activité nocturne, les incitant à mettre en place des actions d'anticipation ou de prise en compte  
des particularités de l'exploitation en soirée et à préserver la légitime tranquillité attendue par les  
habitants,

**VU** l'arrêté municipal n° A-20-490 en date du 2 juin 2020 portant délégation de  
fonctions et de signature à M. Robin LOUVIGNÉ, adjoint au Maire ;

**VU** la demande en date du 18 juin 2024 de Monsieur DAMAISIN Bertrand gérant du  
commerce de restauration sous l'enseigne « OLYMPE SPORTS CAFE », concernant une  
occupation du domaine public pour la mise en place pour une terrasse ouverte éphémère place  
Carnot en vis-à-vis de son commerce sis 46, avenue du Général-de-Gaulle à Vincennes ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à Madame le Maire d'autoriser les occupations du  
domaine public et de les réglementer dans l'intérêt de la commodité, de la sécurité de la  
circulation des piétons et des différents usagers du domaine public ;

## ARRÊTE

**ARTICLE I – Du 5 juillet 2024 à 8h00 au 1<sup>er</sup> septembre 2024 à 17h00**, Monsieur  
DAMASIN Bertrand gérant du commerce de restauration sous l'enseigne « OLYMPE SPORTS  
CAFE » est autorisé à installer une terrasse ouverte éphémère place Carnot en vis-à-vis de son  
commerce sis 46, avenue du Général-de-Gaulle, conformément au plan ci-annexé ;

**Dimension de la terrasse ouverte éphémère :**

. longueur de 27.00 m, largeur de 3.00 m

**Soit une surface totale arrondie à 81 m<sup>2</sup>.**

**ARTICLE II – Cette autorisation :**

. est accordée à titre précaire et révocable et peut être retirée sans donner droit à  
aucune indemnité au profit de l'occupant, si l'intérêt général, de l'ordre public ou de la circulation  
l'exige, ou si l'occupant ne se conforme pas aux conditions qui lui sont imposées, ou pour des  
travaux que la municipalité ou un service public est susceptible d'engager ;

. lors de manifestations organisées dans les rues, il peut être demandé au  
permissionnaire de ne pas occuper le domaine public ;

. la présente autorisation est conférée intuitu personae à son titulaire qui s'engage  
à respecter les prescriptions qui lui sont notifiées. Le titulaire ne peut en aucun cas sous-louer la  
surface qui lui est accordée, en totalité ou en partie. Il ne peut davantage la faire occuper par un

tiers. Il ne peut la transmettre, ni la céder à qui que ce soit sous peine de nullité de l'acte organisant ce transfert ;

. si le titulaire ne souhaite plus utiliser le domaine public pour la mise en place de sa terrasse ouverte éphémère, il est tenu d'en informer la Mairie par écrit et l'autorisation est abrogée ;

**ARTICLE III** – Les prescriptions suivantes doivent être respectées :

. le pétitionnaire se conforme aux instructions et règlements en vigueur ainsi qu'aux ordres des agents chargés de la police sur la voie publique ;

. le pétitionnaire s'engage à limiter les nuisances sonores causées par son activité, pour la tranquillité des riverains, en particulier à respecter les horaires de fermeture de sa terrasse éphémère et lors du repliement. Par ailleurs, aucune diffusion musicale ne peut être effectuée à l'extérieur de son établissement ;

. la terrasse ouverte éphémère est installée place Carnot en vis-à-vis de l'établissement. Le pétitionnaire ne doit pas utiliser de mobilier fixé au sol et ne doit pas créer de volumes fermés. Les matériaux et la couleur sont en harmonie avec la devanture, aucune référence de publicité n'est apposée sur le mobilier. Il s'engage également à ne pas installer de dispositif de publicité, de chauffage, de climatisation, de brumisateurs ou toute autre installation électrique ou mécanique ;

. le permissionnaire veille à ce que les consommateurs ne se trouvent pas en dehors de la surface autorisée ;

. la libre circulation des piétons est assurée en permanence au droit de la surface autorisée ;

. le titulaire de la demande s'engage à ne pas utiliser de vaisselles et gobelets en plastique à usage unique ;

. le pétitionnaire ne laisse en aucun cas son mobilier sur le domaine public en dehors des horaires d'ouverture de l'établissement et en cas de vent violent ;

. aucune modification de la terrasse ouverte éphémère n'est apportée sans accord préalable des services concernés ;

. toute occupation supérieure à celle autorisée expose son auteur à être poursuivi pour infraction ;

. le parfait état de propreté de la terrasse ouverte éphémère et de ses abords est assuré par le titulaire de l'autorisation ;

. d'une manière générale, toutes dispositions sont prises par l'occupant afin d'assurer la sécurité du public ;

. chaque fois que l'exécution de travaux de voirie par la ville ou par différents exploitants et concessionnaires nécessite le déplacement des installations, le pétitionnaire est tenu d'effectuer les opérations conformément aux indications qui lui sont données et ceci sans pouvoir bénéficier d'aucune indemnité pour quelque motif que ce soit ;

. le permissionnaire assume l'entière responsabilité des faits pouvant lui être imputables. L'occupant s'engage à souscrire une assurance garantissant sa responsabilité en tant qu'exploitant. En aucun cas, la responsabilité de la ville de Vincennes ne peut se substituer à celle de l'occupant.

**ARTICLE V** – La présente autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers.

**ARTICLE VI** – La présente autorisation et le plan annexé sont affichés sur la vitrine du commerce concerné.

**ARTICLE VII** – Les infractions au présent arrêté sont constatées par des procès-verbaux, la sanction encourue étant une contravention de 1ère classe ou une amende administrative, le retrait de la contre terrasse, des parasols, des jardinières et du porte menu et éventuellement l'engagement de poursuites pénales.

**ARTICLE VIII** – Le Directeur général des services, le Directeur général des services techniques et de l'urbanisme, la Commissaire de police de Vincennes et les agents de la police municipale de Vincennes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

**ARTICLE IX** – Le présent arrêté fait l'objet d'une publication légale et est notifié au pétitionnaire.